

DE NOVEMBRE 1958

3' CIRCONSCRIPTION DU MORBIHAN



ELECTRICES, ELECTEURS,

Pressé par de nombreuses personnalités politiques du Morbihan et de la circonscription

Autorisé par mon Evêque, comme l'exige le droit canonique

Devant l'absence d'une candidature strictement agricole, j'ai résolu de solliciter, votre confiance pour les élections législatives.

...

Je suis candidat d'union.

Investi par la Démocratie Chrétienne de France, bénéficiant du soutien des Républicains Indépendants et Paysans.

Je présente, en outre, plus de titres que tout autre candidat, en cette circonscription dans l'attachement et la fidélité au Général de Gaulle, dans la lutte pour les idées qu'il incarne depuis 18 ans.

Les partis, qui ont fait le mal de la III et de la IV Républiques, s'apprêtent à étouffer la V sous leurs manœuvres. Nous allons nécessairement vers des rassemblements plus élargis.

Il s'agit de déléguer à la Chambre des hommes de caractère, d'expérience, qui ont déjà donné la mesure et le sens de leur vie, capables de débattre des problèmes graves qui se posent avec urgence.

Sur le plan national, la Chambre devra se consacrer aux grandes questions politiques qui conditionnent l'avenir immédiat de la France.

Au delà des diverses réformes, déjà entamées, qui vont réadapter l'administration, la magistrature, l'armée, la fiscalité,...

Il faudra veiller à l'organisation rationnelle et prévoyante du Marché Commun — à la création économique et culturelle de la communauté franco-africaine — au développement de notre puissance atomique — à la réorganisation de la recherche et de l'enseignement scientifiques — à « traiter la paix des braves » en Algérie pour entreprendre l'œuvre immense définie par la France dans son plan de cinq ans.

f.e.

Une circonscription comme la nôtre est en majorité agricole.

Le candidat élu devra — sous peine de trahir — consacrer le meilleur de lui-même, en accord avec les divers organismes agricoles, les collectivités départementales et locales, poursuivre les efforts commencés :

pour la voirie,

l'électrification,
l'eau sous pression,
le remembrement et les talus,
l'habitat rural,
l'organisation rationnelle de l'enseignement techniqu
l'amélioration du crédit,
le secours aux vieux et aux vieilles de la campagne, parfois si abandonnés...

Mais nous avons, dans chaque ville et dans chaque village, un nombre important de petits commerçants et d'artisans, oppressés par une fiscalité qui manque à la fois de justice et de simplicité. Il n'est pas normal que de telles inégalités subsistent dont les entreprises familiales sont toujours les victimes. Il est indispensable d'obtenir la suspension des amendes imposées jusqu'à promulgation de la réforme fiscale. Il est urgent d'alléger les impôts en supprimant les dépenses inutiles, et de mettre fin à un dirigisme tracassier et stérile.

Il faut, pour le monde ouvrier, écarter le spectre du chômage partiel qui frappe nos entreprises et nos industries, réajuster le taux des Allocations Familiales et obtenir, contre l'insécurité, le salaire annuel garanti.

Les Anciens Combattants, les vieillards, les malades, les économiquement faibles devront être protégés dans leur droit réel.

La France est le plus jeune pays d'Europe. Son adolescence constitue le motif le plus sûr de son espoir en des lendemains meilleurs.

Il est urgent de régler, dans un souci d'équité élémentaire, le grave problème de l'enseignement libre qui, dans notre département, accueille 60 % des élèves et économise 3 milliards à l'Etat.

Il est indispensable que nos maîtres soient convenablement payés et que les familles gardent le droit absolu de choisir leur école. L'Etat se doit d'apporter une solution rapide à une situation alarmante.

Et, après l'école, il conviendra d'orienter les jeunes dans un grand mouvement qui se prépare et qui devra respecter pratiquement la liberté.

Placé devant une pareille besogne, à la suite de circonstances exceptionnelles, j'accepte de mener cette tâche.

Je garderai fidèlement, avec la circonscription, des rapports que j'ai déjà liés au cours de mes conférences.

Je suis à la disposition des électrices et des électeurs pour défendre leurs droits, traduire leurs besoins et aider au rayonnement de la France, sous le signe de la V' République et sous l'autorité du Général de GAULLE.

Abbé H. LAUDRIN

Licencié ès-Lettres Philosophie

Ancien Capitaine Aumônier des Forces Françaises Libres

Chevalier de la Légion d'Honneur

CANDIDAT D'UNION

Remplaçant éventuel:

Emmanuel BERTHO

Conseiller Général d'Elven Président de la Commission Départementale